

Information hebdomadaire

Entretien entre le Conseiller fédéral René Felber (F) et le Ministre des Affaires étrangères de Thaïlande, Siddhi Savetsila (S), à Berne, le 26 avril 1988.

Cette visite était la première visite officielle d'un ministre thaïlandais en Suisse. Elle a permis une prise de contact utile et un large tour d'horizon de la situation en Asie du Sud-Est et de nos relations bilatérales.

1. Tour d'horizon de la situation régionale et internationale

Cambodge et Vietnam : selon (S), l'URSS a changé son attitude et estime que le problème cambodgien devrait être résolu par des moyens politiques et non militaires. Les pressions internationales et la situation économique catastrophique du Vietnam devraient le pousser à retirer ses troupes du Cambodge. Le Prince sihanouk joue toujours un rôle clé, étant la seule personnalité d'envergure à être acceptée et respectée par toutes les parties. (F) a rappelé que si la Suisse pouvait être d'une quelconque utilité pour contribuer à la restauration de la paix, on pourrait compter sur sa disponibilité à prêter ses bons offices.

Conflit frontalier Laos-Thaïlande : (S) souligne que c'est le Laos qui a attaqué la Thaïlande et que, selon les cartes internationales, le territoire que conteste le Laos appartient indiscutablement à la Thaïlande. Le processus de négociations en vue de trouver une solution politique à ce différend se poursuit.

Relations ASEAN-CEE : Après son séjour en Suisse, (S) se rendra à Bonn, où il rencontrera notamment Genscher, qui est Président en exercice de la CEE. L'ASEAN souhaite diversifier ses relations, et ne pas se concentrer seulement sur le Japon. Elle entretient des contacts périodiques avec la CEE, traitant de questions tant politiques qu'économiques.

2. Problème des réfugiés indochinois

(S) souligne la gravité de ce problème pour la Thaïlande depuis 1979. Ce pays accueille actuellement environ 140000 réfugiés dont 70000 y séjournent depuis plus de 3 ans, et près de 300000 "personnes déplacées" le long de la frontière cambodgienne. Outre le fardeau qu'ils représentent, ils provoquent aussi des réactions négatives de l'opinion publique thaïlandaise, qui accuse le gouvernement de ne rien faire pour remédier à la situation. D'après (S), ces critiques sont exacerbées du fait que les réfugiés vivent parfois dans de meilleures conditions, grâce à l'assistance internationale, que la population thaïlandaise locale.

La Thaïlande va néanmoins poursuivre sa politique humanitaire, mais demande à la Communauté internationale d'accroître ses efforts pour la réinstallation de réfugiés.



A long terme, la solution consistera en un rapatriement de ces réfugiés dans leur pays d'origine. Des projets sont déjà en cours avec le HCR concernant le Laos. Des rapatriements progressifs pourront se faire au Cambodge, après la fin des hostilités, d'ici environ 3 ans espère (S).

Enfin, (S) remercie la Suisse pour ses contributions financières aux oeuvres d'entraide internationale (HCR, UNBRO, CICR, CIM) et pour l'accueil qu'elle a prodigué à un certain nombre de réfugiés.

3. Relations bilatérales

(F) et (S) ont souligné l'excellence de ces relations.

(S) souhaiterait que les échanges commerciaux entre nos deux pays se développent encore, voudrait promouvoir les visites d'hommes d'affaires et que son pays puisse participer aux Foires suisses. (S) nous remercie aussi pour les crédits mixtes accordés par la Suisse, qui sont très appréciés à Bangkok. La Thaïlande est prête à réactiver les négociations sur un accord de protection des investissements.

Le Parlement thaïlandais devrait adopter le 27 avril 1988 la nouvelle loi sur la lutte contre les contrefaçons.

(F) remet à (S) un mémorandum invitant la Thaïlande à ratifier les protocoles additionnels aux Conventions de Genève. (S) exposa que ces textes suscitent des résistances au Ministère de la Défense, que ses autorités les étudient et qu'il espère qu'il sera possible de convaincre les militaires de les ratifier.

Enfin, (S) remercia vivement la Suisse pour l'hospitalité qu'elle accorde régulièrement à la famille royale, qui se sent "at home" dans notre pays.

Voyage Conseiller fédéral Cotti à Moscou

Conseiller fédéral Cotti s'est rendu à Moscou du 26 au 28 avril pour inauguration exposition Hodler au Musée Pouchkine. Il a profité de cette occasion pour avoir une série d'entretiens à haut niveau, notamment avec Président Présidium Soviet Suprême Gromyko, Vice-Président Conseil des Ministres et Président du Comit d'Etat pour la science et la technique Tolstyçh, Président du Comité d'Etat pour l'environnement Morgun, Président du Comité d'Etat pour l'éducation nationale Jagodin. Son hôte était le Vice-ministre de la culture Kazenin, le Ministre lui-même étant hors du pays.

Ces entretiens présentaient sur le plan bilatéral l'intérêt de pouvoir faire état d'une évolution favorable dans les relations bilatérales, notamment dans les relations culturelles. En effet, outre l'exposition Hodler, il est

prévu deux expositions de peintres moscovites contemporains à Berne et à Bâle, outre que les Juni-Festwochen de Zürich en 1989 qui seront consacrées à l'Union soviétique. Avec ses autres interlocuteurs, M. Cotti a pu, à la fois, aborder les problèmes bilatéraux ou d'intérêt commun dans les secteurs respectifs et obtenir une appréciation de première main sur le développement de la Perestroïka. A ce sujet, il a été frappant de constater à quel point les interlocuteurs soviétiques ont tenu un langage ouvert, souvent modeste même, ne cachant pas les difficultés que soulève la mise en oeuvre de cette politique et les résistances auxquelles elle se heurte. L'entretien avec Vice-Premier Ministre Tolstych a été particulièrement révélateur. Celui-ci a souligné qu'il n'y a pas de choix, que les réformes doivent intervenir, que les objectifs sont fixés et qu'il s'agit d'aller jusqu'au bout de la Perestroïka. Cela exige que l'on aille vers une démocratisation complète de la société soviétique, dans toutes les sphères, que l'on parle franchement des points négatifs de la réforme, afin que les gens finissent par comprendre ce qui est en jeu. Ceci dit, des corrections seront certainement nécessaires en cours de route. Sur le plan extérieur, les pays européens, dit Tolstych, doivent occuper une place privilégiée dans les échanges avec l'Union soviétique: nous sommes voisins et il existe une grande tradition de coopération. Avec les Etats-Unis également, des progrès notables sont enregistrés.

Président Gromyko, de son côté, a insisté sur le fait que les réformes touchent tous les secteurs de la vie sociale et qu'il faudra par conséquent encore beaucoup d'années pour que les résultats escomptés puissent être atteints. Il s'est aussi félicité de nos relations bilatérales, qu'il a qualifié de "correctes dans le meilleur sens du terme". Il a exprimé le souhait que la politique de la Suisse, qui représente une contribution de valeur à la décrispation de la situation internationale, ne se modifie en rien (allusion à une possible adhésion au Marché commun?). Lorsque l'on évoque le nom de la Suisse, a-t-il dit, nous pensons à un lieu stable et sûr de rencontre. Il a souligné enfin qu'un potentiel encore loin d'être épuisé existait dans le domaine culturel, mais qu'il y avait aussi un intérêt soviétique éminent à l'expansion de nos relations économiques.

Conseiller fédéral Cotti était accompagné de l'Ambassadeur Franz Muheim, du Directeur Office de la culture Defago, du Directeur Pro Helvetia Boissonnas et du Maire de Zurich Wagner.

COLUMBUS-Programm der ESA

Bundesrat hat auf Antrag des Departements Nichtbeteiligung der Schweiz an ESA-COLUMBUS-Programm entschieden. Unter anderem waren folgende Erwägungen für den Entscheid massgebend:

- Schweizerische Beteiligung liesse sich ohne wesentliche Erhöhung des Finanzplans nicht realisieren.
- Unterschriftsreife Texte von Regierungsübereinkommen zwischen europäischen Teilnehmerstaaten und USA sowie Memorandum of Understanding ESA - NASA bringen nur beschränkt Gedanken echter Partnerschaft zum Ausdruck. In allen wichtigen, die ganze Raumstation d.h. die NASA-Elemente und das europäische APM betreffende Fragen sind US-Entscheide vorbehalten, z.B. in Bezug auf Besatzungsauswahl und US-Gesetzgebung für auf die Erde zurücktransportierte Güter und Daten. USA haben überdies Einfügung einer Schiedsklausel verweigert.
- US-Vorbehalt der militärischen Nutzung des Hauptteils der Raumstation wirft neutralitätspolitische Bedenken auf.
- Sorge bereitet die aus der gleichzeitigen Verwirklichung des an die US-Raumstation permanent angedockten Labormoduls APM (Attached Pressurized Module) und des autonomen, nur zeitweise bewohnten Labors MTFF (Man Tended Free Flyer) voraussichtlich resultierende Ueberkapazität an Experimentiermöglichkeiten im Vergleich zu den vermutlich für die Entwicklung von Experimenten verfügbaren Finanzmitteln in den Neunzigerjahren.

Nach schweizerischer Entscheidung und dem vor wenigen Tagen bekanntgegebenen britischen Beteiligungsentscheid steht nun folgende Beitragstabelle an das COLUMBUS-Programm fest:

Belgien	5,00 %
BRD	38,00 %
Dänemark	1,00 %
Frankreich	13,80 %
Grossbritannien	5,50 %
Irland	Nichtteilnehmer
Italien	25,00 %
Niederlande	1,30 %
Norwegen	0,40 %
Oesterreich	Nichtteilnehmer
Schweden	Nichtteilnehmer
Spanien	6,00 %

Entretiens du Secrétaire d'Etat F. Blankart (B) à Helsinki (19-20 avril) et à Stockholm (21-22 avril)

1. Le Secrétaire d'Etat F. Blankart a effectué un séjour à Helsinki au cours duquel il a rencontré, notamment, le Premier Ministre Holkeri et d'autres membres du gouvernement dont le MAE Sorsa et le MF Liikanen. Il a présenté à la Paasikivi Society un exposé intitulé : "Between isolation and membership problems of Swiss integration policy".

L'impression qui se dégage est celle d'une Finlande sûre d'elle-même, en bonne essort économique et non-paniquée par l'échéance de 1992. A ce sujet existe une volonté de coopérer avec la Suisse dont la neutralité sert de référence. Par contre, les autorités finlandaises semblent accorder une moins grande priorité à l'Uruguay Round du GATT, à l'égard duquel elles sont pessimistes.

2. Le Premier Ministre a reçu B pendant une demi-heure. Il ne s'est intéressé qu'aux problèmes d'intégration européenne, a l'attitude de l'opinion publique suisse à ce sujet ainsi qu'à notre approche négociatoire du problème. Il a tenu à être assuré que le Conseil fédéral n'avait pas changé sa ligne traditionnelle. Ligne qui sert jusqu'à présent au Finlandais comme une sorte de directive, bien que l'AELE joue pour eux, pour des raisons évidentes, un rôle plus exclusif que pour nous.

B a présenté la politique d'intégration suisse en mentionnant, à cette occasion, le rapport que le Conseil fédéral présentera au Parlement. Nos travaux intéressent en effet d'autant plus le gouvernement finlandais que 100 membres du "Reichstag" viennent aussi de lui demander un tel rapport.

Le Premier Ministre est convaincu que la Norvège ne demandera pas l'adhésion dans un avenir prévisible, moins encore la Suède qui devient de plus en plus dogmatique en matière de neutralité. Selon lui, cette situation ne se modifierait même pas s'il devait y avoir un changement de gouvernement après les prochaines élections.

D'après le Premier Ministre, seulement certains dirigeants de l'industrie suédoise préconisent l'adhésion de la Suède à la CE. Les propos de Pierre Wallenberg représentent cette tendance, mais ne sont pas à prendre véritablement au sérieux.

3. Das Gespräch mit Aussenminister Sorsa drehte sich ebenfalls in der Hauptsache um Integrationspolitik. Er interessierte sich insbesondere für die Möglichkeit neutraler Staaten, der europäischen Gemeinschaft beizutreten. So benutzte B auch hier die Gelegenheit, die schweizerische EG-Politik in grossen Zügen darzulegen. Sorsa bestätigte, dass Finnland einen EG-Beitritt aus Neutralitätsgründen auch dann nicht ins Auge fasse, wenn die Vollendung des Binnenmarktes namhafte Wirtschaftsprobleme schaffen sollte. Dagegen gab er seiner Hoffnung Ausdruck, in der EFTA-Politik gegenüber der EG werde Tampere konkrete Ergebnisse bringen.

Schliesslich informierte Sorsa B darüber, dass sich der Beitritt Finnlands zum Europarat konkretisiere. Eine entsprechende Vorlage sei in Vorbereitung (Öffentlich hatte Sorsa kürzlich erklärt, diese Vorlage sollte "im Frühjahr" unterbreitungsreif sein).

4. Finanzminister Liikanen gab sich sehr befriedigt über die Weltbank/IMF-Treffen der letzten Woche in Washington. Insbesondere begrüßte er die realistische Angehensweise des Verschuldungsproblems. Die Frage Liikanens, welche Auswirkungen im Rahmen der Vollendung des EG-Binnenmarktes die vorgesehene Harmonisierung der indirekten Steuern für die EFTA-Länder habe, gab B Gelegenheit, die schweizerische Einschätzung des in der Entstehung begriffenen EG-Binnenmarktes auch fiskalisch zu erläutern. B wies darauf hin, dass die Schweiz kein Mehrwertsteuersystem habe und deshalb von einer Harmonisierung der Mehrwertsteuersätze in der EG besonders betroffen würde.
5. Unterstaatssekretär Kaarlehto zeigte sich sehr interessiert an unseren Verhandlungsergebnissen im Versicherungsbereich. Er unterstrich, dass ein allfälliger Erfolg für die anderen EFTA-Länder von grundsätzlicher Bedeutung wäre. Finnland möchte mit der EG ein Abkommen im Bereich der staatlichen Beihilfen aushandeln. Es sieht sich dabei mit ähnlichen Problemen konfrontiert wie die Schweiz beim Versicherungsabkommen (Völkerrecht versus Gemeinschaftsrecht, Streiterledigung, Rolle des gemischten Ausschusses, Kündigung des Abkommens).

Kaarlehto betonte, dass eine Ministerkonferenz in Tampere ohne konkrete Resultate die Beitrittsbestrebungen in Schweden, Oesterreich und Norwegen verstärken und damit den Erosionsprozess in der EFTA beschleunigen würde. Der österreichische Wirtschaftsminister Graf liess die Finnen wissen, dass er in Tampere Erfolge brauche, um die Beitrittswelle in Oesterreich zu bremsen.

6. Pendant sa visite en Suède B a rencontré le Secrétaire d'Etat Carl Johan Aberg et Mme Anita Gradin, Ministre du commerce. De plus, il a prononcé le discours inaugural au Club européen de Suède, qui vient d'être créé, sur la politique d'intégration de la Suisse.
7. Les Suédois aussi sont préoccupés par la possibilité que Tampere puisse être un échec, ceci à un moment où leur opinion publique semble redevenir traditionnelle quant à l'approche à l'égard de la Communauté. Tout doit être mis en oeuvre pour engranger le plus de résultats possibles tant que la RFA préside la CE, vu le fait qu'il y aura peu à attendre des présidences grèque, espagnole et française qui la suivent.
8. L'idée d'un accord-cadre est appréciée à Stockholm de manière ambiguë. Elle serait susceptible, pour certains (Aberg), de satisfaire le besoin de récolter de manière verbale des résultats politiques, mais ne saurait plaire à ceux (Dinkelspiel) qui cherchent à moyen terme des résultats dans la substance.
9. En matière de cohésion, Mme Gradin a admis qu'il était urgent de cesser de faire des promesses publiques avant que les Etats de l'AELE ne se soient mis d'accord sur les modalités à choisir et les concessions à demander.

10. En matière GATT, la politique agricole suédoise vise clairement la réduction des propres excédents de sorte que la position de négociation de Stockholm en la matière est relativement confortable. La spécificité a pour la Suède moins d'importance que pour nous. Elle est prête à faire des concessions dans le domaine des subventions à l'exportation, mais reste assez rigide en ce qui concerne l'accès au marché. On observe un scepticisme croissant à l'égard du PSE comme critère de négociation. La sauvegarde est considérée verbalement comme un sujet important, ce qui n'empêche que la Suède reste réticente quant à une élimination de l'accord multifibre.

Dettes de la Yougoslavie

Le Secrétaire d'Etat F. Blankart, accompagné de représentants du DFAE et du DFF, a accueilli le Gouverneur et le Vice-gouverneur de la Banque centrale de Yougoslavie, MM. Vlatkovic et Konte. Après avoir conclu un nouvel accord de confirmation avec le FMI, les autorités yougoslaves ont décidé de déléguer des représentants dans plusieurs capitales des pays créanciers. Cette visite à Berne avait trois objectifs:

- présentation du programme économique lié à l'accord stand-by;
- examen des besoins d'argent frais de la Yougoslavie, contribution des gouvernements, crédit de soudure de la BRI;
- calendrier des travaux du Club de Paris.

La délégation suisse a indiqué sa flexibilité en ce qui concerne les termes d'un nouvel accord multilatéral de consolidation. Elle s'est montrée favorable à la tenue d'une réunion du Club de Paris dans les meilleurs délais possibles. Elle a par contre clairement indiqué les limites, voire l'impossibilité, d'une participation de la Suisse à une opération "argent frais" en faveur de la Yougoslavie.

MUHEIM.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 3. Mai 1988

1.A.22.14.7.3. - HK/1A

SWI 3. Mai 88-11

Interne Verteilerliste

Betrifft: Info. heb. 17/88 - keine Dir. pol.

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiter	Frau Hanselmann	
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Barras	BF
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Faivet	LA FB
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti	SIN PGF
Dienst Frankophonie	Hr. De DardeI	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Erard Minister Gyger	MF ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Bill	BH
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Högger	GI HL
Informationsdienst	Hr. Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke